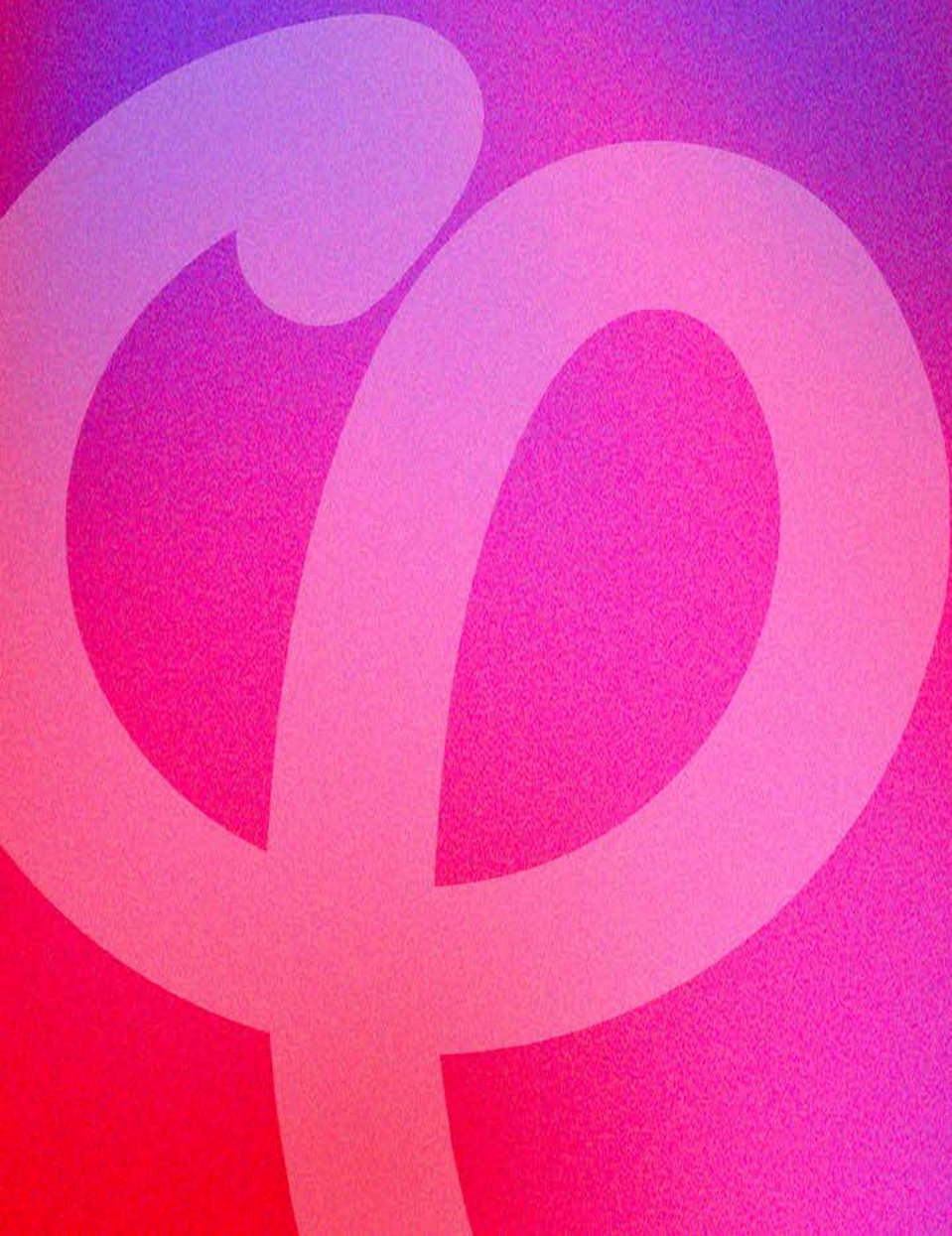


# **BILAN DES ESPACES DU MOUVEMENT**

**ANNÉE 2024**



# SOMMAIRE

<b>1 - ESPACE VIE ET DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT</b>	<b>3.</b>
<b>2 - ESPACE ÉVÉNEMENTS ET MOBILISATIONS UNITAIRES</b>	<b>5.</b>
<b>3 - ESPACE BATAILLE DES IDÉES</b>	<b>7.</b>
<b>4 - ESPACE BATAILLE MÉDIATIQUE</b>	<b>9.</b>
<b>5 - ESPACE PRATIQUES CITOYENNES DU POUVOIR</b>	<b>11.</b>
<b>6 - ESPACE BATAILLES DE LA SOCIÉTÉ</b>	<b>13.</b>
<b>7 - ESPACE BATAILLES ÉLECTORALES</b>	<b>15.</b>
<b>8 - INSTITUT LA BOÉTIE (ILB)</b>	<b>17.</b>
<b>9 - ACTION INTERNATIONALE</b>	<b>19.</b>
<b>10 - CONSEIL POLITIQUE</b>	<b>20.</b>
<b>11 - COMITÉ DE RESPECT DES PRINCIPES (CRP)</b>	<b>21.</b>
<b>12 - COMITÉ DE VIGILANCE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES (CVSS)</b>	<b>23.</b>
<b>13 - BILAN FINANCIER</b>	<b>25.</b>

## 1 - VIE ET DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT

Une fois de plus, l'activité de notre mouvement aura été dense... et plus dense que prévu ! À l'élection européenne se sont ajoutées les élections législatives. Ces campagnes électorales ont été l'occasion d'un intense déploiement sur le terrain et d'un renforcement de nos forces militantes comme de notre maillage territorial. Pour gagner, notre mouvement a su s'adapter à l'imprévu, en réorientant ses activités et dépenses et en revoyant son calendrier interne (annulation de l'Assemblée représentative de juin, report du renouvellement des boucles départementales).

### Notre activité en chiffres

- Près de 450 000 insoumis·es : 50 000 personnes en plus depuis le 9 juin, 70 000 en plus depuis le 1er janvier 2024.
- Près de 5 000 groupes d'action partout en France et à l'étranger, dont 1 900 GA certifiés. Plus de 580 nouveaux groupes depuis le 9 juin 2024.
- 100 000 membres de groupe d'action, dont plus de 20 000 depuis le 9 juin 2024.
- Plus de 60 000 événements créés sur Action Populaire en 2024, soit près de 1 400 événements par semaine.

### Réalisations en 2024

#### **Les campagnes**

- Inscription sur les listes électorales « Je m'inscris, je vote insoumis ! » avec création d'un site internet dédié à la campagne qui permettait de vérifier la situation électorale des personnes rencontrées et, le cas échéant, d'effectuer son inscription en ligne. Ce site permettait aussi de soutenir la campagne de l'Union populaire. Il y a eu près de 65 000 visites et plus de 30 000 vérifications de situations électorales via le formulaire sur le site.
- Caravanes de l'Union populaire pendant les élections européennes : 6 caravanes nationales (72 étapes dans 61 départements) et 30 caravanes départementales organisées par les boucles départementales (250 étapes dans 32 départements).
- Campagne d'appels pendant les législatives pour inviter les personnes qui ont rejoint la France insoumise à cette période à participer aux actions militantes sur le terrain.
- « Une semaine pour gagner » : mise en place d'un dispositif d'aide aux circonscriptions entre les 2 tours des élections législatives avec déplacements des parlementaires élu·es dès le 1er tour et des militant·es dans plus de 35 circonscriptions stratégiques dans 22 départements.
- « Macron, destitution ! » : création d'un site internet pour signature de la pétition en ligne et interpellation des député·es pour soutenir la procédure de destitution du Président de la République (près de 400 000 signatures).
- Jeunesse : tournée des fac ; séminaire national qui a lancé la campagne « Tu es où le 9 juin ? » ; Manifestal et production de 3 musiques pendant les élections ; développement d'un jeu vidéo « Abattez la citadelle » ; participation active au mouvement pour un cessez-le-feu au Proche-Orient ; rentrée étudiante et pétition pour le repas Crous à 1€ pour tou·tes les étudiant·es.

■ Achat des locaux : acquisition de 2 nouveaux locaux à Valence et à Brest, dont l'inauguration aura lieu avant fin 2024. Accord de principe pour l'achat d'un nouveau local à Belfort pour inauguration début 2025. Un processus d'achat est entamé dans 7 départements supplémentaires.

### **Outils pour mener les campagnes et faciliter l'activité militante des groupes d'action**

- Création du livret d'accueil des nouveaux et nouvelles insoumis·es.
  
- Mise à jour régulière de la carte des groupes d'action afin que les nouveaux·lles puissent rejoindre des groupes actifs et être accueilli·es dans de bonnes conditions.
  
- Mise en ligne de Canvas sur Action populaire pour cibler les actions militantes à l'aide de l'analyse électorale d'une zone géographique.
  
- Mise à jour du centre d'aide sur Action populaire et publication de nouvelles fiches pratiques.
  
- Amélioration sur Action populaire : ajout des pièces jointes dans la messagerie d'Action populaire, onglet statistiques pour la gestion des GA, mode sombre, optimisation de l'utilisation des fonctionnalités de l'application...
  
- Renouvellement des boucles départementales avec désignation de nouveaux binômes opérationnels.
  
- Réunions en ligne des groupes d'action pour un point politique mensuel et pour répondre aux questions des insoumis·es.

### **Perspectives pour 2025**

Rester tourné·es vers l'action, renforcer notre ancrage militant et le maillage territorial, développer des outils pour faciliter l'activité militante. Nous identifions ces chantiers :

- Refonte des profils Action populaire avec ciblage des compétences de chacun·e.
  
- Amélioration du parcours de don.
  
- Amélioration de la lisibilité des caisses départementales.
  
- Développement des campagnes d'appels auprès des militant·es et des sympathisant·es.

## 2 - ÉVÉNEMENTS ET MOBILISATIONS UNITAIRES

Notre espace s'était préparé pour mener la campagne des élections européennes et la nouvelle édition des AMFIS. À cela, se sont ajoutés de nombreux événements dans le cadre de la campagne pour la paix en Palestine et au Liban et de la campagne législative après la dissolution de l'Assemblée nationale. Nous avons donc été amené·es à réagir rapidement pour répondre aux nouveaux objectifs politiques définis par la Coordination des espaces.

**Mobilisations pour la Palestine** : depuis plus d'un an, le Pôle des relations unitaires a travaillé à ce que le mouvement soit présent dans les mobilisations contre le génocide en cours à Gaza. Nous avons notamment organisé en lien avec toutes les organisations partenaires **près de 20 journées de mobilisations** partout en France. La France insoumise en a été une des chevilles ouvrières. Cela a demandé non seulement un travail important de lien avec les organisations politiques, syndicales, associatives impliquées dans cette mobilisation, mais aussi la coordination de notre implication logistique dans l'ensemble de ces rassemblements et mobilisations. Le Pôle des relations unitaires a également veillé à la bonne représentation de nos porte-paroles dans l'ensemble de ces manifestations.

**Campagne des élections européennes** : notre Espace a été chargé de la logistique des événements et meetings de campagne. Nous avons coordonné près d'une vingtaine de meetings couvrant toutes les régions de l'Hexagone ainsi que La Réunion, Guadeloupe et Martinique, et mis en mouvement plusieurs centaines de volontaires. La Convention de mars 2024 à Villepinte en région parisienne qui a lancé la campagne nationale et réunit près de 3 000 personnes a mobilisé à elle seule plus de 200 volontaires. Nous avons également organisé la soirée électorale, qui s'est transformée en premier temps de réaction à la dissolution.

**Campagne des élections législatives suite à la dissolution** : à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale, notre espace s'est mobilisé dans l'urgence pour apporter un soutien logistique à la préparation et l'organisation des meetings dans certaines circonscriptions stratégiques. Nous avons également été à l'œuvre pour l'organisation avec les autres forces politiques du NFP de prises de parole communes et conférences de presse. Enfin, nous avons coordonné l'organisation des deux soirées électorales des 30 juin et 7 juillet.

**AMFIS 2024** : les AMFIS sont un événement central combinant formation militante, conférences et ateliers. L'Espace événements organise tous les aspects logistiques de cet événement majeur, allant de l'accueil des participant·es à la sécurité, en passant par l'installation des stands et la coordination des activités. Toujours en lien avec l'Institut La Boétie, l'édition 2024 a été un succès tout particulier à la suite du succès du NFP aux élections législatives. Avec une participation de 350 volontaires et plus de 4 000 participant·es cette année encore.

**Fête de l'Humanité** : dans la foulée des AMFIS, nous avons organisé la présence du mouvement lors de la Fête de l'Humanité. L'Espace a assuré le montage et démontage du stand et son animation avec l'organisation de conférences (en lien avec l'Institut La Boétie et l'Espace bataille des idées), de moments conviviaux pendant les 3 jours de la fête et d'un meeting qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes.

**Marche pour la destitution de Macron** : après le vol des élections législatives par Emmanuel Macron, le Pôle des relations unitaires a travaillé à organiser la riposte populaire. En lien avec les organisations de jeunesse, nous avons organisé deux marches, la première le

7 septembre et la seconde le 21 septembre. Pour permettre la réussite de ces événements, le Pôle a été particulièrement actif dans son organisation. **Le 7 septembre, la mobilisation a rassemblé 300 000 personnes partout en France, 160 000 Paris, et des mobilisations ont eu lieu dans plus de 150 villes.** C'est la première fois que la France insoumise participait à organiser des mobilisations décentralisées de cette ampleur.

**Participation aux manifestations** : l'Espace a travaillé à la participation de la France insoumise dans les principales manifestations, notamment intersyndicales, dès lors que nous en partageons les mots d'ordre.

**L'action quotidienne de l'espace** : en parallèle de ces événements, l'Espace agit au quotidien pour s'assurer que les initiatives du mouvement puissent se passer dans de bonnes conditions (conférences de presse, points politiques, événements internes au mouvement, réunions publiques). Enfin, nous accompagnons selon leurs besoins et nos possibilités des boucles départementales dans l'organisation d'événements nécessitant un soutien national. Nous continuons à développer notre réseau de référent·es à travers le pays afin de renforcer notre maillage territorial. Nous souhaitons les remercier ici pour l'aide qu'elles et ils nous apportent à chaque événement national et particulièrement pendant cette année si intense en activité.

**La construction du réseau des relations unitaires** : les AMFIS de la France insoumise ont permis l'organisation d'une formation sur la gestion des relations unitaires. Cet événement a été l'occasion d'échanger à la fois sur le rôle de la France insoumise dans le mouvement social, sur la stratégie de construction de l'Union populaire mais aussi sur les méthodes qui sont les nôtres et le rôle des binômes des boucles départementales en charge des relations unitaires dans leurs départements. Des visioconférences ont également été organisées aux moments importants avec les binômes des boucles départementales pour discuter de nos relations avec nos partenaires et les harmoniser. Ces visioconférences pour assurer le lien entre le Pôle des relations unitaires et les référent·es des boucles départementales sont appelées à devenir plus fréquentes.

### 3 - BATAILLE DES IDÉES

L'Espace Bataille des idées est composé de trois Pôles complémentaires dont le but est de construire un pont entre le monde des idées et celui de la lutte quotidienne sur le terrain.

**1- Les groupes thématiques** ouverts à tou·tes celles et ceux qui le souhaitent.

Afin de répondre à la demande de lisibilité sur la manière de rejoindre un groupe thématique, un site dédié au programme a été créé depuis la dernière Assemblée représentative : [programme.lafranceinsoumise.fr](http://programme.lafranceinsoumise.fr). Ce site regroupe *l'Avenir en commun*, les 41 livrets thématiques, les 13 plans d'action gouvernementale qui le complètent, ainsi que la liste de l'ensemble des groupes thématiques, le lien pour les rejoindre, et l'ensemble des articles d'actualité qu'ils rédigent.

En 2024, les groupes thématiques ont participé à l'élaboration du programme pour les élections européennes et se sont également attelés à l'actualisation de *l'Avenir en commun* pour y intégrer, entre autres, le travail effectué par nos parlementaires sous la 16<sup>e</sup> législature. Comme pour chaque édition, les groupes thématiques ont aussi participé activement à la programmation des AMFIS.

#### Perspectives

Les groupes thématiques vont continuer de s'atteler au travail de veille, au maintien de liens avec leurs réseaux et à l'élaboration programmatique chacun sur leur sujet pour les prochaines échéances électorales (municipales notamment).

Le groupe thématique quartiers populaires organisera la 3<sup>e</sup> édition des Rencontres nationales des quartiers populaires à Toulouse fin janvier.

**2- Les cafés populaires** : exercice d'éducation populaire et de formation politique ouvert à tou·tes les citoyen·nes et à l'initiative des groupes d'action.

Près de 70 cafés populaires ont été organisés jusqu'à présent sur les thèmes des retraites, de la vie chère et de la 6<sup>e</sup> République. Les retours des organisateur·rices et des participant·es sont positifs, soulignant que le format est pertinent à plusieurs égards.

- Élargir le bloc populaire : 70 % des cafés organisés enregistrent des participant·es n'appartenant à aucun groupe d'action.

- Diffuser des argumentaires et des connaissances utiles pour la bataille culturelle.

#### Perspectives

- Renforcer le nombre d'intervenant·es disponibles pour satisfaire à l'intégralité des demandes de cafés populaires formulées, en élargissant le vivier d'intervenant·es disponibles en partenariat avec l'Institut La Boétie et plusieurs Pôles de la France insoumise.

- Continuer à mener la bataille culturelle en partant également de problématiques locales pour inscrire les cafés populaires dans une perspective communaliste.

**3- Le Pôle argumentaire** : fournit des éléments de fond à destination du groupe parlementaire et du mouvement de la France insoumise qui peuvent être mis sous forme d'argumentaires publics quand cela est pertinent.

Ce pôle a travaillé à la construction d'un dossier de fiches argumentaires destiné à l'ensemble des candidat·es aux élections européennes. Lors de la campagne des élections législatives, il a participé à la rédaction de désintox programmatiques afin de tordre le cou aux détracteurs du programme du Nouveau Front Populaire.

### Perspectives

- Travailler à un format d'argumentaires destinés à être publiés et accessibles pour tou·tes les insoumis·es.
  
- Travailler à des recensions d'ouvrages qui seront publiées dans une section publique dédiée.



## 4 - BATAILLES MÉDIATIQUES

### Communication

Le travail de l'équipe a principalement tourné autour des campagnes européenne et législatives, en assurant notamment la valorisation des candidat·es ainsi que l'organisation et la diffusion de chaque événement de campagne (meetings, réunions publiques, etc.), et en assurant également le travail de production (chartes graphiques, affiches, tracts, clips, etc.). D'autres missions menées en parallèle aux campagnes électorales ont également été gérées comme, par exemple, la campagne pour la paix ou la communication des AMFIS 2024.

La visibilité du mouvement sur les réseaux sociaux se mesure par l'audience qui a progressé de façon remarquable : +87 000 abonné·es sur Instagram, +58 000 sur Twitter, +43 000 sur YouTube, +17 000 sur Facebook, +7 500 sur Telegram et +5 000 sur la nouvelle chaîne WhatsApp. À l'exception de Facebook, il s'agit de l'année avec la plus forte progression pour l'ensemble de nos comptes. La progression sur YouTube nous a permis d'obtenir le Trophée des créateurs, qui récompense les chaînes comptant plus de 100 000 abonné·es. La France insoumise est le premier parti politique de France à atteindre une telle force.

Concernant la partie production graphique, les deux campagnes électorales ont nécessité la création d'une identité visuelle et l'ensemble des déclinaisons (tracts, affiches, visuels RS...) ainsi que les documents officiels de propagande électorale. Cette année, la charte graphique de la France insoumise a également été mise à jour en octobre.

La production audiovisuelle a été conséquente cette année encore avec les clips officiels de campagnes européenne et législatives, des clips et des vidéos thématiques ou encore le tournage dans le studio des entretiens de *L'Insoumission*, ou autres. À noter également le format "Signes insoumis", un point d'actualité en LSF, relancé pendant les européennes et produit tous les 15 jours par notre équipe.

Après 4 années de diffusion hebdomadaire, *l'Émission Populaire* est arrivée à la fin de sa dernière saison en juillet. Avec 23 000 vues en moyenne par numéro, l'EmPop s'est maintenue à une audience importante. La diffusion des extraits sur les réseaux sociaux assuré une large visibilité (114 000 vues en moyenne). Une nouvelle émission, *La Base*, est lancée en novembre. Il s'agit d'un format revisité, et adapté avec la prise en compte des codes plus récents de Twitch notamment.

*L'Insoumission* compte 2,4 millions de vues réalisées par semaine tous réseaux confondus et traite de sujets très divers avec la ligne insoumise. À noter, un record de 9 millions de vues hebdomadaires lors de la campagne des législatives et il compte désormais 245 000 abonné·es tous réseaux confondus. Notre média a tissé des partenariats avec des médias partenaires et poursuit ce travail. Cela se matérialise par des articles communs publiés chaque semaine. *L'Insoumission* s'est organisée en rubriques, accélérant le recours à des rédacteur·rices volontaires pour diversifier ses sujets et augmentant sa cadence de publication. Un pôle vidéo est désormais opérationnel et assure la réalisation croissante de reportages et d'éditos. La relance des entretiens vidéos de *L'Insoumission* a produit des résultats très satisfaisants (jusqu'à 95 000 vues).

## Perspectives 2025

La stratégie de communication pour 2025 accompagnera les orientations politiques et stratégiques définies lors de l'Assemblée représentative. Une stratégie de communication pour la préparation des élections municipales sera également proposée suivant le texte d'orientation politique de l'Assemblée représentative. De plus, un accompagnement spécifique est prévu pour les élections partielles comme celle annoncée en Isère et où le candidat NFP est investi par la France insoumise.

**Émission de l'Institut La Boétie** : Une fois par mois, la réalisation et la diffusion de la nouvelle émission seront assurées par l'équipe de communication.

**L'Insoumission** : deux nouveaux chantiers sont en cours. La refonte du site avec un lancement opérationnel le 15 janvier ainsi que la création d'antennes locales pour valoriser les initiatives politiques des groupes d'action.

**Le Monde en commun** : le média internationaliste est en cours de restructuration depuis septembre sans changement de ligne éditoriale mais avec le choix de favoriser deux types d'articles : l'analyse de fond et l'entretien avec des personnalités internationales.

**Le Journal de l'Insoumission** : Après une année 2023 marquée par sa fusion avec *L'insoumission Hebdo*, *Le Journal de l'Insoumission*, devenu un mensuel 24 pages, a développé son équipe de rédaction en 2024. Nous avons sorti 10 numéros mensuels et un numéro spécial Europe en partenariat avec la délégation insoumise au Parlement européen. Nous avons consolidé nos rubriques et notamment les 3 pages qui retracent l'action de nos élu·es au niveau local, national et européen. Nous continuons de mener une politique active d'abonnement auprès des insoumis·es et des groupes d'action. Notre perspective principale est le retour en kiosque afin de mener la bataille des idées au plus près du grand nombre.

## 5 - PRATIQUES CITOYENNES DU POUVOIR

### Bilan 2024

Le Pôle des ateliers citoyens est à la disposition du mouvement et du réseau des élu·es afin de participer à la mise en œuvre de pratiques innovantes de participation citoyenne telles que les ateliers citoyens. Cette année, nous avons consolidé notre base d'animateur·rices et de juristes tout en organisant en moyenne un atelier des lois par mois.

Le Pôle formation des élu·es, en lien avec notre partenaire *Le Formateur des collectivités* a proposé 23 ateliers de formation à plus de 100 élu·es locaux·les, dont un séminaire en août 2024 où 32 élu·es locaux·les insoumis·es ont été formé·es avec 7 ateliers. Notre Pôle a également entrepris un travail de collecte auprès des élu·es insoumis·es et citoyen·nes de politiques municipales concrètes qui apportent des réponses aux besoins des habitant·es et aux urgences sociales, écologiques et démocratiques.

Le Réseau des élu·es s'est investi aux côtés de nos député·es (vœux et courriers pour promouvoir la proposition de loi pour la réouverture des accueils physiques des services publics), a soutenu les élu·es locaux·les, animé la page *Vie locale* du *Journal de L'Insoumission*, etc... Il s'est réorganisé : élection d'un nouveau conseil d'administration, développement des associations départementales, réforme de ses statuts... En lien avec les député·es, le Réseau a participé à des auditions parlementaires, a co-organisé la participation au Congrès des maires 2024, a soutenu des rassemblements et des luttes locales.

Le Pôle des élu·es des Français·es de l'étranger a accompagné nos candidat·es lors des législatives de 2024 avec des campagnes qui sont par nature différentes. Ses élu·es ont mené des combats importants au sein des instances consulaires et électives, pour la défense des droits, pour une école républicaine, gratuite et universelle pour nos compatriotes expatrié·es (défense des services publics consulaires, des budgets sociaux et éducatifs...).

### Perspectives 2025

Le Pôle des ateliers citoyens a conçu deux nouveaux types d'ateliers, ateliers des délibérations et ateliers de cahiers de doléances, qui seront proposés durant l'année afin d'accompagner nos militant·es et élu·es à la préparation des échéances municipales.

Le Pôle Formation des élu·es proposera à nos élu·es dès janvier 2025 un programme de formations axé sur les compétences municipales et communautaires. Fin janvier, aura lieu le 2<sup>e</sup> séminaire de formation de nos élu·es régionaux·les. D'autres formations seront proposées et organisées en fonction des demandes de nos élu·es locaux·les et notamment pour préparer les sessions budgétaires. Début 2025, en lien avec l'Espace bataille des idées et l'Association des élu·es insoumis·es et citoyen·nes, les bonnes pratiques municipales que notre Pôle a commencé à collecter en 2024 viendront appuyer la boîte à outils programmatique du mouvement pour alimenter nos équipes locales dans la perspective des élections municipales.

Le Réseau des élu·es va renforcer son travail de promotion (pour qu'il soit davantage reconnu et identifié) et de renforcement, son travail commun et au service du mouvement insoumis, son organisation interne et sa préparation des élections municipales de 2026 : accompagner ses membres sur leurs missions d'élu·es, élaborer des outils pour mener campagne municipale en 2026, organiser des réunions régulières du Réseau, recenser et promouvoir les radicalités concrètes des membres du Réseau avec le Pôle formation, participer aux médias insoumis,

augmenter les ressources de l'association, mener un travail commun avec les député·es membres de la délégation aux collectivités territoriales, poursuivre l'aide à la création des associations départementales de nos élu·es, etc.

Le Pôle des élu·es des Français·es de l'étranger va s'engager dans la préparation des élections consulaires de 2026, en collaboration avec les 11 boucles des circonscriptions des Français·es de l'étranger. Une note de synthèse sur les questions des Français·es de l'étranger sera rédigée pour nos député·es à l'Assemblée nationale et nous consoliderons l'action de nos élu·es à l'Assemblée des FE, en lien avec nos parlementaires.

Par ailleurs, notre espace souhaite travailler à la mise en place d'un groupe de travail dont l'objectif serait, en partenariat avec d'autres espaces du mouvement, de mettre en œuvre un plan d'action afin de nous préparer à une prochaine dissolution, en particulier dans les circonscriptions où nous avons échoué de peu en 2024.

## 6 - BATAILLES DE LA SOCIÉTÉ

### Pôle réseau des luttes sociales

Le réseau des luttes sociales participe au suivi et au soutien de la France insoumise aux luttes sociales sur l'ensemble du territoire. Il est constitué de militant·es politiques qui sont également actif·ves dans des organisations syndicales à différents niveaux de responsabilité. Le réseau permet au quotidien d'articuler les liens avec les syndicats et le mouvement.

#### Actions

- Participer activement aux élections européennes, législatives et différentes campagnes du mouvement.
- Diffuser et relayer des informations spécifiques sur les luttes sociales dans les boucles Telegram. Nous avons lancé en plus des boucles régionales des boucles sectorielles des luttes sociales afin de mieux identifier les enjeux par secteur d'activité.
- Coordonner dans la mesure du possible la présence des élu·es sur les luttes sociales : dans la santé avec Sanofi, dans l'automobile avec Michelin, Dumarey, Novares, MA France, dans le transport à Transdev et la RATP, dans l'énergie à Cordemais, Systovi ou encore chez Auchan, etc.
- Lancer et coordonner une campagne européenne « zéro morts au travail », pour le droit de chacun·e à un environnement de travail sain et sûr.
- Entretenir nos réseaux de luttes internationales : déplacements notamment à la rencontre des syndicats en Inde, au Népal et en Italie.
- Organiser les réunions de coordination du Pôle pour échanger les informations sur les luttes.
- Accompagner les nouveaux modèles tels que les SCOP notamment avec plusieurs déplacements d'élus·es à Duralex.
- Produire des plans sectoriels de sortie de crise.
- Se mobiliser contre la répression syndicale en nous tenant aux côtés des salarié·es et syndicalistes poursuivi·es.

### Pôle des résistances écologiques

La vocation première du Pôle de résistances écologiques est de rendre visible la France insoumise lors des mobilisations contre les "grands projets inutiles" mais aussi d'ancrer notre présence sur les territoires en soutien aux luttes écologiques locales. Actuellement il regroupe 119 membres, parmi lesquel·les quelques élu·es.

#### Actions

- Diffuser et relayer les informations sur les luttes écologiques.
- Relayer les pétitions et appels concernant ces mêmes luttes.
- Organiser la présence de militant·es insoumis·es et s'assurer de celle d'élus·es lors des mobilisations
- Inciter les groupes d'action locaux à rédiger et envoyer des communiqués de presse pour annoncer le soutien et la présence de la France insoumise (coordination avec les boucles départementales quand nécessaire).
- Réalisation de matériel militant spécifique : affiches, autocollants, disponibles sur Action populaire.
- Tenue de stand lors des grands événements de la France insoumise (Convention de mars 2024) pour présentation de nos activités aux militant·es présent·es.

En 2024, nous avons été particulièrement présent·es aux côtés des luttes :

- Contre les projets routiers et autoroutiers synonymes d'artificialisation des terres sans nécessité dont la lutte emblématique contre la construction de l'A69 dans le Sud-Ouest ;
- Contre la LGV Bordeaux-Toulouse et le Lyon-Turin alors que des alternatives sont possibles ;
- Contre le Canal Seine Nord Europe ;
- Contre les mégabassines dans la Vienne ou le Puy-de-Dôme ;
- Contre la multiplication des projets de centrales photovoltaïques sur des terres agricoles ou par déforestation ;
- Contre la relance du nucléaire avec les mobilisations contre l'EPR à Flamanville et contre l'EPR de Penly ;
- Contre de nombreux projets locaux qui ont tous comme points communs de mettre en danger la biodiversité et artificialisent les sols : Triangle de Gonesse, entrepôts comme celui de GreenDock à Gennevilliers, mégascierie en Creuse, centre d'enfouissement de déchets dans le Var, etc.

Alors que la répression s'intensifie (avec par exemple plusieurs blessé·es parmi les Écureuils contre l'A69 que les forces de l'ordre n'ont pas hésité à mettre en danger), que la législation antiterroriste est de plus en plus utilisée contre les combats écologistes, la présence de nos parlementaires, qui n'hésitent pas quand nécessaire à faire le tour des commissariats et gendarmeries, est à chaque fois fort appréciée notamment par les associations (Soulèvements de la Terre, La Voie est Libre, Sortir du Nucléaire, etc.).

## 7 - BATAILLES ÉLECTORALES

L'Espace batailles électorales a été très sollicité depuis la dernière Assemblée représentative dans les élections européennes puis législatives.

### Bilan des élections européennes

D'abord, conformément à la feuille de route confiée par les insoumis·e à l'issue de l'Assemblée représentative de décembre 2023 pour préparer les élections européennes, notre Espace, en lien étroit avec le Comité électoral, a participé à la constitution de la liste grâce aux échanges nourris avec des organisations et personnalités extérieures à notre mouvement. La liste d'Union populaire a permis d'associer plusieurs organisations politiques (REV, un collectif de militant·es de Génération·s, Péyi-A, PLR), des collectifs (La Seine-Saint-Denis au Cœur) et des personnalités politiques, syndicales ou associatives qui incarnent des luttes emblématiques de l'insoumission. La liste était représentative de notre peuple, composée d'une grande diversité de profils socioprofessionnels.

**Notre liste a atteint quasiment 10 % des voix en France, progressant de 1 million de voix par rapport aux européennes de 2019 tandis que les autres listes de gauche (PS et Écologistes) ont perdu 400 000 voix. Notre liste a réalisé plus de 30 % chez les 18-24 ans.**

### Bilan des élections législatives anticipées suite à la dissolution

Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, la France insoumise s'est aussitôt mise en mouvement. Nous avons engagé des discussions avec les forces de gauche afin de nous donner tous les moyens de remporter les élections face aux macronistes et au Rassemblement national et de porter un programme de rupture. Ces discussions ont permis de présenter des candidatures uniques du NFP dans chaque circonscription. En lien avec le Comité électoral de la France insoumise, des auditions accélérées ont été menées, aboutissant à des investitures de la France insoumise sur les 230 circonscriptions prévues par notre accord.

**Alors que nous avons concédé 100 circonscriptions à nos partenaires pour rendre l'accord possible, notre groupe parlementaire reste stable en nombre de député·es. Il comptait 75 député·es entre 2022 et 2024 et nous avons fait élire 74 député·es en 2024. Deux d'entre eux, élu.es grâce à notre investiture, ont fait le choix de ne pas y siéger, contrairement à leur engagement. Cela signifie que nous avons un taux d'élection proportionnellement plus important en 2024.**

Par ailleurs, les dynamiques électorales de l'année 2024 montrent le succès de la ligne stratégique déployée par la France insoumise, principale actrice de la victoire du Nouveau Front Populaire aux élections législatives. **La participation aux élections législatives a augmenté au niveau national de 19 points par rapport à 2022, et elle a augmenté dans des proportions encore plus importantes dans les catégories de la population qui ont massivement voté pour la France insoumise aux élections européennes (augmentation de 28 points chez les 18-24 ans, de 21 points chez les 10 % les plus pauvres). Les circonscriptions sur lesquelles le NFP a le plus progressé aux législatives sont celles où la France insoumise a le plus progressé aux européennes.**

Enfin, des élections législatives partielles ont eu lieu dans plusieurs circonscriptions depuis le 7 juillet 2024. Conformément à l'accord du NFP, la France insoumise soutient les candidat·es dans les circonscriptions revenant aux autres forces politiques et investit ses candidat·es

dans les circonscriptions revenant à la France insoumise. Sur la 1<sup>re</sup> circonscription de l'Isère, le Comité électoral, en lien avec les insoumis·es de la circonscription, a investi Lyes Louffok, candidat du Nouveau Front Populaire.

### **Nous tenir prêt·es pour les prochaines élections**

L'Espace batailles électorales œuvre à la préparation des échéances électorales à venir. Que les prochaines élections soient une présidentielle anticipée, des législatives anticipées ou des élections municipales, nous devons nous tenir prêt·es : c'est l'objet de la feuille de route proposée pour l'Assemblée représentative.

**C'est notamment sur les bases des résultats obtenus par notre liste aux élections européennes, que nous nous donnons l'objectif de conquérir des mairies et des présidences d'EPCI et de constituer des groupes d'élus·es insoumis·es et citoyen·nes dans un maximum de conseils municipaux.**

Ces élections municipales préparent aussi les élections sénatoriales qui auront lieu à peine quelques mois plus tard en 2026 : **nous nous donnons pour objectif de faire notre entrée au Sénat, alors qu'elle en a été empêchée par les directions nationales du Parti socialiste et du Parti communiste en 2023.**

**Enfin, nous avons pour ambition de faire de ces élections municipales une nouvelle étape dans la lutte que nous menons contre la droite et l'extrême droite.** La feuille de route propose donc également une méthode devant permettre de réunir les meilleures conditions pour défendre notre programme contre les politiques violentes, racistes, antisociales et anti-écologiques de la « droite républicaine » et du Rassemblement national au plan local.



## 8 - INSTITUT LA BOÉTIE

L'Institut La Boétie est un lieu d'élaboration intellectuelle de haut niveau et un outil d'éducation populaire. Sa création a été décidée par l'Assemblée représentative de la France insoumise en juin 2019.

### École de formation militante

Depuis l'Assemblée représentative de décembre 2022, l'ILB prend en charge une **école de formation militante**. Elle propose un **cursus renforcé** pour des promotions de 70 personnes, qui suivent 10 week-ends de formation intensive en une année. D'ores et déjà, 280 insoumis·es ont pu bénéficier de ces formations. Les deux premières promotions (que les élèves ont choisi de nommer Louise Michel et Thomas Sankara) ont terminé leur cursus. La troisième promotion (Angela Davis) achèvera sa formation en janvier 2025, et la quatrième (Edward Saïd) en juin.

Ce dispositif répond à une forte demande : 1 313 candidatures ont été reçues pour la quatrième promotion. La sélection des promotions assure leur représentativité géographique (ensemble des régions hexagonales et un maximum de départements), sociale (niveaux de diplôme et de revenus), d'âge (la plus jeune élève avait 18 ans et le plus âgé 71 ans) et de parcours militants.

L'école de formation propose aussi des stages régionaux intensifs sur trois jours, pour des groupes de 50 personnes sélectionnées à partir d'un appel à candidatures envoyé à toutes les insoumis·es de la région concernée. 9 stages ont été réalisés depuis juillet 2023, regroupant 450 personnes sur l'ensemble du territoire hexagonal. 9 autres sont prévus entre février 2025 et 2026 pour couvrir à nouveau l'ensemble des régions.

Enfin, l'école répond aux demandes de formations locales des boucles départementales, en trouvant des formateur·rices et prenant en charge leur déplacement et hébergement partout en France.

### Événements intellectuels

L'ILB a organisé **13 événements intellectuels** publics durant l'année 2024, dont 3 colloques, 3 dialogues portant sur des questions stratégiques et 5 séances dans le cadre des chaires. Ces événements ont réuni 3 200 personnes en physique, dont 70 % n'avaient pas participé à un événement auparavant. Les vidéos ont été vues 350 000 fois sur la chaîne YouTube de l'Institut et *La Boétie à la maison* : un tiers correspondait à de nouveaux ou nouvelles spectateur·rices.

Le 6 novembre 2024, l'Institut La Boétie a lancé un **nouveau format avec une émission**, dont la première a été consacrée à l'extrême droite. Avec près de 17 000 spectateur·rices en 5 jours pour la première édition, ce format a connu un véritable succès et de nouvelles émissions seront diffusées régulièrement.

### Publications

L'année 2024 a été marquée par la publication du **premier livre de l'Institut La Boétie**, intitulé ***Extrême droite : la résistible ascension***, aux éditions Amsterdam. C'est le premier livre d'une collection intitulée « Les livres de l'Institut La Boétie ». Ce premier livre réunit

16 contributions de 18 contributeur·rices spécialisé·es sur l'extrême droite. Il connaît un succès important, avec environ 8 000 exemplaires déjà vendus et 46 événements de présentation partout en France ainsi qu'en Belgique et en Suisse, et 10 encore en cours d'organisation.

L'Institut a également publié 4 notes et 2 publications d'un nouveau type : des recensions de livres visant à diffuser leur contenu au plus grand nombre.

### Communication

L'Institut La Boétie a également développé en 2024 son audience et sa présence sur les **réseaux sociaux**. La lettre d'informations est passée de 12 500 à 26 000 abonné·es et le compte Twitter de 17 000 à 24 000 abonné·es, tandis que la chaîne YouTube a gagné 6 000 abonné·es.

### Perspectives

- Publication de nouveaux livres au premier semestre 2025.
- Organisation de grands colloques sur des thèmes de recherche prioritaires, comme le travail et l'intelligence artificielle.
- Diffusion régulière d'émissions en ligne.
- Développement des recensions pour proposer régulièrement des conseils de lecture.

## 9 - ACTION INTERNATIONALE

Le mouvement insoumis se singularise par une intense activité internationaliste sans équivalent dans le paysage politique français. Pour la première fois, le secteur international remet un rapport global de son activité pour l'Assemblée représentative.

Les insoumis·es ont été présent·es politiquement en Europe, Afrique, Asie, dans les deux Amériques. Bref, tous les continents et même... au pôle Sud. La multiplication par quatre du groupe parlementaire à partir de 2022 a permis une amplification très importante de cette présence dans le monde et dans ses grandes causes notamment avec la présidence de près d'une vingtaine de groupes d'amitié à l'Assemblée nationale. L'augmentation du tiers du groupe au Parlement européen le confirme de même.

Nous avons accueilli de nombreuses délégations étrangères au groupe comme au mouvement. Ce fut le cas, par exemple, pour l'accueil de Rahul Gandhi et du Parti du Congrès indien à l'Assemblée, du Parti communiste japonais ou encore de représentants de l'Autorité palestinienne au siège du mouvement, d'une délégation du PASTEF sénégalais à nos AMFIS d'été.

Outre les voyages « officiels » du mouvement au Liban, en République Démocratique du Congo jusque sur la ligne de front avec le Rwanda, au Sénégal, en Arménie et au Maroc, les temps forts de cette année ont été la présence à la séance d'ouverture du procès du génocide des Palestinien·nes par Netanyahu à la Cour de justice internationale, puis devant l'ONU à Genève. Mais ce fut surtout le déplacement de 8 député·es à Rafah à la frontière de l'Égypte et de Gaza qui marqua le plus les esprits quant à notre engagement sans faille contre le génocide.

Durant l'année écoulée des député·es insoumis·es se sont également rendu·es dans le cadre de missions parlementaires au Nigéria, en Éthiopie, en Algérie, aux États-Unis et au siège de l'ONU à New York, au Mexique, en Slovaquie, en Allemagne, en Angleterre, en Norvège, en Ukraine, en Roumanie, en Bulgarie, en Turquie, en Italie, en Espagne, au Danemark, en Autriche, au Japon.

Cette activité s'inscrit dans la vision globale des relations internationales, et de la diplomatie altermondialiste et non alignée au service de la paix portée dans le programme *l'Avenir en Commun*. Participation à New York aux mobilisations contre le génocide à Gaza ; défense du droit international et rencontres avec des hauts responsables de l'ONU quand son secrétaire général est déclaré « persona non grata » par le gouvernement israélien d'extrême droite ; présence en soutien aux intellectuels et défenseurs turcs des droits humains face à la répression d'Erdogan ; rencontre avec des acteur·rices des révolutions citoyennes aux quatre coins du monde ; défense du droit à l'eau et à l'assainissement dans le cadre de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée ; rencontre avec les victimes de la catastrophe de Fukushima ; soutien aux militants russes opposés à la guerre ; échanges avec les dirigeants de gauche ayant rompu la chaîne du néolibéralisme comme Gustavo Petro, président de la Colombie etc. La France insoumise incarne auprès de ses interlocuteur·rices une autre voix de la France.

Pour consolider les acquis de ces dernières années, le mouvement tiendra en février 2025 une assemblée « référent·es pays » qui constituera notre collègue international au sein de l'Institut La Boétie.

## 10 - CONSEIL POLITIQUE

Le Conseil politique rassemble des membres de la Coordination, les représentant·es de notre réseau d'élus·es et des organismes politiques intégrés (Parti de gauche, POI et insoumis communistes) ou associés à la France insoumise. Il discute de notre stratégie pour l'enrichir en fonction de l'actualité politique.

### Notre stratégie

La France insoumise s'est construite comme un mouvement pour transformer la société. Elle veut réaliser une révolution citoyenne, conquérir le pouvoir par les urnes et gouverner avec l'appui du peuple pour sortir des logiques dominantes du capitalisme. Le cœur de notre stratégie est notre programme, un programme de mesures en rupture avec le système sans lesquelles il n'est pas possible de changer l'ordre des choses. Les renoncements des partis de gauche sur cette exigence dans ces 40 dernières années ont conduit à l'échec et au rejet de ces partis.

Nous recherchons toujours l'union dès lors qu'elle se réalise sur un contenu permettant de changer la société. Nous avons proposé l'union aux élections européennes, nous avons fait le Nouveau Front Populaire après la dissolution de l'Assemblée – comme nous avons fait la NUPES – et nous avons initié le rassemblement de barrage au Rassemblement national.

De façon constante nous travaillons à l'Union populaire c'est-à-dire au rassemblement du peuple autour d'un programme de rupture. Ces principes stratégiques sont déclinés selon les périodes politiques en actions concrètes pour les mettre en œuvre. Par exemple, aujourd'hui nous disons : « censurer le gouvernement, mobiliser largement notre peuple, destituer le Président seul responsable du chaos actuel et qui refuse de respecter la Constitution dans son esprit ». Nous participons à toutes les luttes populaires.

### Notre activité en 2024 et aujourd'hui

Nous nous sommes réuni·es en février et en avril 2024 pour approfondir notre stratégie par rapport aux élections européennes. Après la dissolution et jusqu'à la tenue des élections législatives, les décisions prises par le mouvement étaient soutenues unanimement.

Mais avant même les européennes, des membres d'organismes associés à la France insoumise avaient initié le processus de création d'un parti avec ses objectifs propres et certains de leurs élu·es siègent aujourd'hui dans d'autres groupes de l'Assemblée nationale. Nous devons donc revoir le périmètre du Conseil politique en en modifiant la forme ou en l'ouvrant à d'autres organisations ou personnes représentatives de sensibilité politique qui partagent notre orientation stratégique.

## 11 - COMITÉ DE RESPECT DES PRINCIPES (CRP)

Toutes les informations concernant le Comité de respect des principes sont disponibles sur notre site : <https://lafranceinsoumise.fr/comite-de-respect-des-principes/>

Depuis l'Assemblée représentative du 17 juin 2023, 40 dossiers ont été traités par le Comité de respect des principes. Les décisions prises ont été les suivantes :

- 15 avertissements et/ou rappels au fonctionnement de la France insoumise ;
- 5 rédactions d'un texte de bon fonctionnement ;
- 2 réintégrations ;
- 29 exclusions ;
- 10 suspensions à titre conservatoire ;
- 9 classements sans sanction.

### Durant la période,

- Le Comité de respect des principes a organisé 3 week-ends de travail en présentiel (en octobre 2023, en janvier 2024 et en octobre 2024) et a continué la tenue de ses réunions mensuelles en ligne.
- Le Comité de respect des principes s'est déplacé 5 fois pour organiser des réunions de médiation. Une sixième était prévue, mais les conditions n'ont finalement pas été réunies pour qu'elle puisse se tenir.
- Le Comité de respect des principes a suivi une formation sur la gestion des dossiers liés aux violences sexistes et sexuelles en mai 2024 pour l'aider à continuer à améliorer ses procédures de traitement des signalements pour violences sexistes et sexuelles.
- Le Comité de respect des principes a organisé plusieurs réunions de travail avec le Comité de vigilance contre les violences sexistes et sexuelles (CVSS) afin d'améliorer les procédures de gestion des dossiers de violences sexistes et sexuelles.
- Le Comité de respect des principes a actuellement 26 dossiers en cours de traitement et 8 dossiers en attente de traitement.
- Depuis le 17 juin 2023, le Comité de respect des principes a reçu plus de 850 nouvelles prises de contact. Certaines de ces prises de contact ne relèvent pas à proprement parler du rôle du Comité de respect des principes et ont été transférées ou classées.
- Dans le cadre des campagnes électorales, le Comité de respect des principes a dû rappeler la règle selon laquelle les personnes soutenant des candidat·es autres que que les candidat·es investi·es par la France insoumise ne pouvaient en rester membres.

### Évolutions à prévoir :

- Le Comité de respect des principes est composé de militant·es bénévoles. La charge de travail militante représentée par le Comité de respect des principes requiert d'être très disponible et prêt·e à donner du temps en plus de celui accordé déjà localement. Pour que le Comité de respect des principes puisse raccourcir le temps de traitement des dossiers, une réflexion collective sur l'amélioration des pratiques militantes doit être engagée dans le mouvement. Trop de messages reçus relèvent de conflits interpersonnels — et non de manquements graves aux respects des principes du mouvement. Ces conflits pourraient être améliorés, notamment par une formation aux pratiques du consensus, à la mise en place de tours de parole, à l'apprentissage du respect des décisions collectives du mouvement, etc.
- Le Comité de respect des principes a engagé un travail de précision de ces procédures, notamment concernant le traitement des signalements pour violences sexistes et sexuelles, conjointement avec le CVSS.

■ Le Comité de respect des principes ajoute que certaines personnes faisant l'objet d'un signalement participent de la durée de traitement des dossiers lorsqu'elles font durer la procédure en refusant de s'entretenir avec les membres du Comité de respect des principes. Le Comité de respect des principes a donc décidé de prononcer la suspension systématique des personnes refusant ou faisant en sorte de repousser sans cesse les entretiens. Ces suspensions du mouvement peuvent se transformer en exclusions définitives passés certains délais.

## **12 - COMITÉ DE VIGILANCE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES (CVSS)**

### **Proposer une écoute aux victimes**

Le comité de vigilance contre les violences sexistes et sexuelles (CVSS) de la France insoumise vise à apporter une réponse aux personnes victimes de VSS au sein de la France insoumise. Une équipe composée de femmes venant de différentes régions de France propose :

- une écoute attentive, l'équipe du CVSS ayant été formée préalablement ;
- une information sur les droits de la personne signalante - au vu des faits décrits - et une orientation vers les structures adéquates si nécessaire ;
- un signalement de la personne mise en cause au Comité de respect des principes.

En 2023, l'équipe a été en partie renouvelée. Nous avons accueilli 3 nouvelles membres à la fin de l'année 2023 et une en septembre 2024. L'arrivée de nouvelles personnes au sein du CVSS implique un temps d'accueil et d'acculturation.

### **2023 - 2024 : montée en puissance du CVSS**

*(Les chiffres indiqués couvrent la période allant de juin 2023 à novembre 2024)*

54 signalements reçus (8 en 2023, 46 en 2024) :

- 14 pouvant s'apparenter à des faits de sexisme ;
- 7 pouvant s'apparenter à des faits de harcèlement sexuel ;
- 14 pouvant s'apparenter à des faits de viols ;
- 9 pouvant s'apparenter à des faits d'agressions sexuelles ;
- 10 faits autres ou pas encore qualifiés.

À ces signalements s'ajoutent également des signalements d'années précédentes pour lesquels l'accompagnement est encore en cours. On constate donc une augmentation du nombre de saisines du CVSS : 30 personnes écoutées dans les 3 premières années de vie du CVSS (entre novembre 2020 et juin 2023) contre 54 depuis juin 2023. Cela peut s'expliquer par les formations dispensées ainsi qu'une meilleure communication autour de l'existence et du fonctionnement du CVSS.

### **Ateliers et sensibilisation**

- 2 ateliers aux insoumis·es lors des AMFIS 2023 et 1 lors des AMFIS 2024, intitulés « Lutter contre les VSS en milieu militant ».
- 2 formations données dans le cadre de l'école de formation de l'ILB (une en 2023, une en 2024).
- 1 dispositif de prévention anti-VSS a été mis en place aux AMFIS (un numéro de téléphone joignable H24, de l'affichage).

### **Formation du CVSS**

Les membres du CVSS ont bénéficié d'une formation par l'organisme Egaé sur l'écoute et la conduite des entretiens avec les personnes signalantes.

### **Lien avec les autres organisations politiques féministes**

Des rencontres avec d'autres organisations féministes ont lieu afin d'échanger sur les fonctionnements de chaque CVSS (sans évocation des signalements propres à chaque organisation). Un protocole de signalement des agresseurs circulant entre différentes

organisations a été mis en place afin d'éviter que des comportements relevant de VSS au sein d'une structure se reproduisent dans une autre.

### **Une formalisation du fonctionnement du CVSS**

Un travail de formalisation d'un protocole d'accueil et d'accompagnement a été lancé au sein du CVSS pour avoir des documents unifiés, une trame d'entretien avec les personnes signalantes claire et un modus operandi "standardisé" de manière à harmoniser la gestion des signalements ainsi que de fluidifier leur suivi.

Parallèlement, un travail avec le CRP a été mené pour formaliser la procédure entre les deux instances et clarifier certains points de fonctionnement. Il s'agissait aussi de réfléchir à l'interaction entre des signalements individuels et leurs conséquences sur le collectif, pour mieux accompagner à la fois la personne signalante mais également le collectif de rattachement de cette personne.

Cela a nécessité 1 réunion plénière du CRP et du CVSS ainsi que 3 réunions d'un groupe de travail restreint.

### **Renforcer les missions de prévention et de formation du CVSS pour réduire les VSS**

Le CVSS est aujourd'hui bien organisé et fonctionnel sur les signalements. Néanmoins, l'augmentation du nombre de signalements ainsi que l'évolution des missions du CVSS nécessite de renforcer l'équipe d'au moins 3 personnes.

#### **Il s'agirait désormais de renforcer son volet de prévention des VSS.**

Ainsi, l'atelier de sensibilisation proposé par le CVSS va intégrer le catalogue de formations de l'ILB pour être proposé aux groupes d'action de la France insoumise.

Nous souhaitons aussi systématiser le dispositif de prévention des VSS pour chaque événement national organisé par la France insoumise.

Par ailleurs, les faits de VSS peuvent avoir des conséquences sur le collectif militant. Pour protéger le groupe et la victime, le CVSS souhaite mener une réflexion sur la possibilité de réaliser un accompagnement du groupe concerné par le biais d'ateliers, de formations et/ou de l'animation de temps d'échanges sur le sujet.



## **13 - BILAN FINANCIER**

### **Deux élections nationales majeures**

Les dépenses du mouvement ont été profondément marquées par les deux élections nationales consécutives.

Le mouvement a dû mobiliser durant le premier semestre de l'année 2024 une grande partie de sa trésorerie pour les élections européennes.

Afin de financer le volet remboursable des dépenses, nous avons fait appel à l'emprunt populaire qui a permis de récolter 790 000 euros. Un emprunt bancaire de 3 440 000 euros a également été contracté, puis versé début août. La somme cumulée de ces recettes n'a cependant pas été suffisante pour couvrir le plafond remboursable, fixé à 4 370 000 d'euros. Le mouvement a donc fait un prêt de 230 000 euros à la campagne afin de le compléter.

Le montant total des dépenses engagées pour la campagne des européennes a dépassé le plafond remboursable. Le mouvement a donc mobilisé environ 1 million d'euros en plus de son prêt afin de régler les dépenses engagées dans le cadre de la campagne. Avec 250 000 euros de dons, le montant total des dépenses engagées s'est élevé à 5 500 000 euros. En complétant le compte de campagne avec les apports en nature du mouvement qui ont été valorisés dans le compte de campagne, la somme finale déposée comporte un montant de dépenses de 6 309 782,87 euros pour les élections européennes.

Cette campagne, bien que coûteuse pour le mouvement, a permis de mobiliser un grand nombre d'électrices et d'électeurs, en témoigne le taux de participation et notre score en hausse par rapport aux européennes de 2019.

La dissolution a constitué une dépense imprévue pour le mouvement et a obligé à la mobilisation totale mais nécessaire, des ressources du mouvement afin d'assurer une victoire face à la possible arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Environ 1 million d'euros a été mobilisé directement pour la campagne des candidat·es du Nouveau Front Populaire. 200 000 euros de prêts ont été faits aux candidat·es de la France insoumise. Parmi ce million d'euros, la moitié correspond aux dépenses de campagne des insoumis·es dans des circonscriptions où les candidat·es étaient investi·es par les autres composantes du NFP (PS, Écologistes, PCF). Au total plus de 20 millions de tracts ont été imprimés, des centaines de milliers d'affiches ont été collées et des dizaines de milliers de SMS ont été envoyés dans toutes les circonscriptions du pays.

Les désistements opérés pour empêcher l'élection de candidats d'extrême droite représentent quant à eux près de 300 000 euros, ces dépenses n'étant pas à ce jour réglées du fait des difficultés de trésorerie induites par ces deux élections consécutives.

### **Un mouvement en manque de ressources**

La France insoumise est confrontée à des frais fixes non négligeables. Le coût total des salarié·es sur l'année 2024 s'élève à environ 2 400 000 euros pour un total de 36 salarié·es. Le loyer du siège du mouvement représente 730 000 euros par an. Une tentative d'acquisition de celui-ci a été initiée puis dû être annulée du fait de la situation politique liée à la dissolution.

Outre ces seules dépenses de fonctionnement, le mouvement met à disposition de ses militant·es du matériel imprimé (tracts, affiches, autocollants), comme cela a été le cas dernièrement pour la campagne Macron Destitution.

Les AMFIS 2024 ainsi que les Journées jeunes ont rencontré un très large succès. Le coût total de ces deux événements s'est élevé à 850 000 euros, dont 680 000 euros uniquement pour les AMFIS. Le total des recettes en cumulant les entrées et les ventes de contremarques permet de faire baisser le coût réel à 550 000 euros.

La France insoumise a versé cette année 250 000 euros à l'Institut La Boétie dans le cadre de son partenariat afin de permettre la poursuite de ses travaux intellectuels et de formation.

Côté recettes, le mouvement a pu compter sur le versement de près de 700 000 euros de dons. Le processus de cotisation des élu·es reprend également après avoir été interrompu par le contexte électoral.

Enfin, la France insoumise s'est vu verser en février dernier sa dotation publique d'un montant de 7 947 000 euros. Cette dotation subira une diminution significative, estimée à 1 500 000 euros, compte tenu de l'accord du NFP qui prévoit que la France insoumise a présenté des candidat·es dans 100 circonscriptions de moins qu'en 2022. Actuellement la France insoumise dépend à 85 % de la dotation publique, rendant indispensable la diversification de ses recettes, d'autant plus dans un contexte où nous devons nous mettre en ordre de bataille pour affronter tous les possibles dans les élections à venir.

En ce qui concerne les boucles départementales, la dissolution et le suivi des questions de compte de campagne sur deux élections a conduit à un retard important et anormal au niveau du traitement des demandes. La grande difficulté rencontrée par certaines boucles oblige à renforcer le pôle financier en vue d'assurer une régularité en toute circonstance du traitement des demandes. Le retard accumulé est quant à lui d'ores et déjà quasi résorbé.